



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
21 juin 2018

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

LES DINGUES DU POGNON

Alors que l'Aquarius et ses 630 migrants erraient en Méditerranée à la recherche d'un port, Emmanuel Macron préparait un coup de com' à la Donald Trump, avec la même vulgarité et la même arrogance : une vidéo « en off » sur internet où il s'en prenait violemment aux minima sociaux qui selon lui coûtent « un pognon de dingue » et en pure perte puisque « les pauvres restent pauvres ». Conclusion implicite : puisque les pauvres restent pauvres, autant confier l'argent aux riches pour qu'ils s'enrichissent encore plus.

« En même temps », pour ne pas faire trop « président des riches », il chargeait le ministre de l'économie de trouver « choquant » la rémunération du PDG de Carrefour. Même sans sa prime de départ de 3,5 millions d'euros, ce dernier se consolera avec ses 17 millions engrangés en 2017 et une retraite-chapeau de 500 000 euros annuels. Le PDG de Renault, Carlos Ghosn, quant à lui, conserve ses 7,4 millions d'euros en dépit du vote de Bercy.

Le salaire moyen des patrons du CAC 40 est passé de 3,6 millions d'euros en 2014 à 4,8 millions en 2017. Le gouvernement n'a pas l'air de trouver que les 140 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises soient un « pognon de dingue », alors que leur impact sur l'emploi est quasi-nul.

Prendre aux pauvres pour assister les riches

Comme quoi Macron, qui se prend pour Jupiter, doit plutôt son inspiration à Mercure, le dieu des voleurs et des menteurs.

Ainsi, ce qui pour lui coûte trop cher, ce sont les aides sociales versées aux plus pauvres. C'est-à-dire, environ 26 milliards d'euros, soit 1 % du PIB, alors que la pauvreté concerne tout de même 14 % de la

population. Selon le *Canard Enchaîné*, le gouvernement veut supprimer 7 milliards d'euros d'aides. Vu le parcours du combattant des démarches à faire pour les avoir, environ 10 milliards d'euros d'aides (RSA, CMU, ...) ne sont pourtant déjà pas versés à ceux qui y auraient droit, selon l'Observatoire des inégalités. Autrement dit, les pauvres font déjà cadeau de 10 milliards à l'État malgré eux, et Macron veut soutirer 7 milliards de plus !

La fraude aux aides sociales n'est qu'une goutte d'eau par rapport à la fraude fiscale et sociale des entreprises. **Entre 6 et 25 milliards d'euros** seraient perdus chaque année à cause **du non-paiement des cotisations par les entreprises** selon la Cour des comptes. Et c'est sans compter les **60 à 80 milliards d'euros d'évasion fiscale** des plus riches, selon Oxfam. Mais Macron préfère « responsabiliser » les pauvres, c'est-à-dire contraindre ceux qui touchent le RSA... au bénévolat, comme vient de le préconiser le Conseil d'Etat. Bref, au travail gratuit !

Le pauvre est une cible facile... jusqu'à ce qu'il se rebiffe. « *Et gare à la revanche* », comme le chantaient les Communards en 1871, « *quand tous les pauvres s'y mettront !* »

France-Italie : match du cynisme

L'*Aquarius*, affrété par Médecins sans frontières pour sauver les réfugiés, s'est vu refuser l'accès aux ports italiens par le nouveau gouvernement d'extrême-droite au pouvoir à Rome. Le comble de l'hypocrisie a été atteint quand Macron, qui a plus de leçons à recevoir qu'à donner sur le sujet, a jugé le gouvernement italien « irresponsable et cynique »... tout en refusant d'accueillir le bateau dans un port français ! C'est finalement l'Espagne qui l'a accueilli.

Les États européens, à commencer par la France,
Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

montrent leur pire visage : celui du rejet des migrants. L'Europe des barbelés et de la fermeture des frontières a des conséquences meurtrières, avec une hécatombe en Méditerranée, un véritable crime contre l'humanité. L'Europe a largement les moyens d'accueillir ceux qui fuient la misère, les dictatures et les guerres dont sont responsables nos propres gouvernements. Elle a tout à redouter en revanche des gouvernements d'extrême-droite et de ceux qui, comme en France, les imitent.

Ce bulletin t'a plu ? Oublie-le où tu veux qu'il soit lu...

« Voyages, voyages... »

La direction se reconvertirait-elle en agence de voyages ? La voilà qui propose aux uns et aux autres d'aller faire un tour à Mulhouse ou Kenitra. Et pourquoi pas l'Iran tant qu'on y est ?

Pour l'instant, on ne peut pas dire que les clients se bousculent. Mais vu les prestations offertes dans les sites en question, ça n'a rien d'étonnant...

Gangsters des airs

Des goélands ont récemment attaqué des collègues qui circulaient entre le bâtiment A et le bâtiment G.

Ils feraient mieux d'aller jouer les terreurs du côté de Deauville. C'est pas avec ce qu'on a dans les poches qu'ils vont faire fortune.

35 heures en pièces détachées

Jeudi dernier, à PSA Vesoul, la direction a fait valider son accord de démantèlement des 35 heures. Pour septembre, elle veut que les 3 000 salariés aient comme base légale du temps de travail 37h45 payées 36h. Pour empêcher l'application de cet accord à Vesoul et son extension à d'autres sites : une pétition sur l'ensemble du groupe a réuni plus de 10 000 signatures, c'est un début de solidarité qui servira pour continuer la lutte.

Une attaque contre toute la classe ouvrière

L'accord de Vesoul prévoit la création de 80 emplois en 3 ans, à comparer aux 450 postes qu'il est prévu de supprimer. Une prime exceptionnelle de 80 € sera distribuée aux salariés et au-delà de 37h45 la majoration sera de 40 %. De la poudre aux yeux qui ne compense pas le vol avec 1h45 de travail gratuit chaque semaine.

Avec ce premier accord, le but de la direction de PSA aidé par Macron est de faire disparaître les 35h à Vesoul comme ailleurs dans le pays.

Ils n'ont pas le niveau

Mardi dernier, avec les intempéries, tout un secteur du B3 de PSA Poissy s'est retrouvé inondé. L'eau remontait des égouts et tombait du plafond en même temps. Au bout de plusieurs heures où les caristes roulaient dans l'eau, le mécontentement est monté. Les chefs ont dû stopper la production, le temps que le niveau de l'eau baisse. Et que le leur remonte.

Se faire craindre : ça paye

La direction de l'usine PSA de Trnava vient d'annoncer une augmentation de salaires de 7,7 % cette année. PSA comme l'ensemble du patronat a peur d'une vague de grève dans l'automobile dans les pays de l'Est. En juin dernier, 12 000 ouvriers de l'usine Volkswagen à Bratislava en Slovaquie avait gagné

leur grève avec 13,5 % d'augmentation sur 2 ans et une prime immédiate de 500 €. Début 2017, il y avait eu une lutte chez Audi en Hongrie et 20 jours de grève chez Fiat-Chrysler en Serbie. Kia avait déjà dû augmenter de 8,8 % ses salariés en Slovaquie pour ne pas avoir de conflits.

Chantage à l'emploi, un air connu

La direction de PSA a fini par obtenir l'accord d'IG metal sur son plan de compétitivité concernant Opel.

En « échange » d'un maintien des emplois jusqu'en 2023 (après en avoir déjà supprimé 3 700), les collègues d'Opel doivent s'asseoir sur les 4,3 % d'augmentation obtenus dans la branche de la métallurgie.

PSA est habitué à cette mise en concurrence des sites pour les obliger à accepter tous les chantages pour soi-disant conserver les emplois. Tout cela, on le sait, n'est que mensonge vu les 25 000 suppressions d'emplois ces 6 dernières années. La seule chose que cela rend pérenne, ce sont les profits des actionnaires.

Ford : subventionné à licencier

Le 7 juin, Ford a annoncé un plan de licenciement pour son site de Blanquefort (900 salariés) produisant des boîtes de vitesse. Ces 5 dernières années Ford a raflé 50 millions d'aides publiques. Ce « pognon de dingue » encaissé, Ford, qui pèse 7,6 milliards de dollars de bénéfices au niveau mondial, se prépare à fermer l'usine fin 2019. Ford n'est pas le seul site menacé dans la région. Après GM&S de la Souterraine, ce sont maintenant les usines Metal Aquitaine de Fumel et Bosch de Rodez qui sont menacées. Si ceux de Ford en appellent à tous les travailleurs de la région et de France menacés par les fermetures et licenciements, ils pourraient bien forcer tous les licenciements et leurs complices au gouvernement à reculer sur toutes les revendications des ouvriers.

Maroc : « Ne fais pas mal à ma poche »

C'est avec ce slogan qu'a lieu depuis le 20 avril un mouvement de boycott contre la vie chère lancé depuis les réseaux sociaux. Sont ciblés principalement les produits Danone, l'eau minérale Sidi Ali, propriété de l'ex-présidente du patronat et les stations services Afriquia, appartenant au ministre de l'agriculture. Dans un pays où 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté selon un rapport de l'ONU de 2016, ce mouvement permet à la colère de s'exprimer sans courir le risque d'être jeté en prison, comme lors des précédentes mobilisations dans le Rif.

Danone a pour le moment réagi en mettant fin aux contrats de 900 intérimaires et en diminuant les collectes de lait au détriment des éleveurs. Contre les privilégiés proches du gouvernement et les multinationales, même combat !